

## Sommet de La Haye

### De la (fausse) prudence stratégique à l'érosion politique

CÔME LÉCOSSAIS

Cette brève explore comment la consolidation tactique de l'OTAN lors du sommet de 2025 masque une érosion préocupante des principes fondateurs de l'Alliance sous la pression de Donald Trump. Les rencontres d'août 2025 – Trump et Poutine le 15, Zelensky et les Européens le 18 – en rappellent l'actualité, sans en modifier les dynamiques de fond. Le format, les annonces financières et la communication finale révèlent une approche défensive, à la fois symbolique et stratégique, face à l'imprévisibilité américaine.

Les sommets de l'OTAN sont des réunions attendues, car ils représentent l'occasion pour les alliés de réunir leurs chefs d'État autour de questions précises. La guerre en Ukraine a accéléré leur récurrence, passant d'un tous les deux ans, depuis la chute de l'URSS, à un par an. À travers des communiqués ou des déclarations, ils dévoilent les **changements de cap stratégiques** tels que des élargissements, le renouvellement des concepts stratégiques ou encore la formulation de positions conjointes, comme la condamnation de l'agression russe en 2022 à la suite d'un sommet exceptionnel en visioconférence. Cette année, le sommet a revêtu les habits du changement politique à la Maison-Blanche. **Beaucoup de craintes et d'incertitudes** ont pesé sur ce moment militaire et politique d'envergure.

Du 25 et 26 juin 2025 à La Haye, aux Pays-Bas, l'agenda de ce sommet s'est articulé autour de trois thèmes qui avaient déjà pu être observés pendant le sommet de Washington : **le renforcement des capacités de dissuasion et de défense ; l'augmentation des dépenses et de la production de défense** – volet majeur du sommet ; enfin, **la question ukrainienne**, sujet prégnant depuis trois ans. Malgré leur importance, ces sujets ont été éclipsés par la personnalité du président américain.

C'est le deuxième sommet de **Donald Trump** après celui de Bruxelles en 2018, au cours duquel il avait déstabilisé les alliés, qu'il qualifiait d'« injustes » envers les contribuables américains. En 2025, il revient **perçu comme un détracteur**, après avoir unilatéralement bombardé l'Iran et continué à communiquer de manière erratique, comme l'a montré son départ anticipé du G7. Ce

président est **plus puissant que jamais en l'absence de contre-pouvoirs institutionnels** internes significatifs. Pour preuve, seulement un mois après ses prises de fonction, les déclarations et les décisions remettant en question **l'ordre sécuritaire transatlantique** réapparaissent, à l'instar du discours du vice-président J.D. Vance à la *Munich Security Conference* en février dernier. L'incertitude entourant la venue du président et ses déclarations ambivalentes – notamment sur l'interprétation de l'article 5 – ont imposé un cadre défensif à l'événement. Pour autant, et malgré ces inquiétudes, Mark Rutte, le secrétaire général de l'Alliance, qualifiait déjà ce sommet de « **transformatoire** ». La déclaration des chefs d'État et son format en cinq paragraphes ramassés semblent raconter une autre histoire.

Ce format sommaire est en grande partie le résultat d'une organisation prudente du sommet. La clé de compréhension réside dans l'anticipation du retour de Donald Trump, à la fois par les Européens et par l'administration Biden. Au cours des années de l'administration démocrate, les chefs d'État ont abouti à des déclarations longues et des mesures transformatives pour l'OTAN. Acmé de ces évolutions, le sommet de Washington a posé, à travers le « soutien indéfectible à l'Ukraine » par exemple, un « **Trump-proofing** », c'est-à-dire l'élaboration de politiques conçues pour résister aux potentielles tentatives de remise en cause ou de retrait par Donald Trump ou par un dirigeant partageant sa vision. Plusieurs signaux d'une telle préparation sont visibles dans le déroulement du sommet de La Haye. D'une part, il fallait s'assurer de la venue du chef de l'exécutif américain. En

garant de la stabilité institutionnelle et du bon déroulement des sommets, le **secrétaire général** s'en est chargé via son **message** au président américain qui était encore en chemin. Ce message doit être interprété comme **un moyen garantissant la venue d'un président sensible aux louanges**. La republication du contenu de la flagornerie sur Truth Social est une preuve que l'objectif a été atteint. D'autre part, le 26 juin, la réunion des chefs d'État a duré 2 h 30. Relativement courte, cette disposition a permis de limiter les surfaces d'échauffement politique et donc de minimiser les marges de désaccord. Cet art du deal est conforme au **modus operandi trumpien** soutenant des réussites éclairés et médiatiques. La déclaration contient, au-delà d'un accord multilatéral, une victoire destinée à être vendue à l'électorat américain. De nouveau, l'influence significative de la figure de l'exécutif américain reste d'actualité. À travers ce sommet, Trump a trouvé une victoire personnelle, ce qui a été anticipé au détriment d'avancées nécessaires au bon fonctionnement de l'Alliance.

**Le partage du fardeau** a été le concept central du sommet 2025. Chaque pays, en vertu de l'article 3 du **traité de Washington**, doit, par son investissement individuel, contribuer à la sécurité collective. Ce principe a déjà été l'objet de tensions par le passé. Les Européens ont été qualifiés avec récurrence de « passagers clandestins » par le Congrès américain, suscitant jusqu'à l'exaspération de Robert Gates, alors secrétaire à la Défense, dans son discours « **sur le futur de l'OTAN** » en 2011. Jusqu'au sommet du pays de Galles en 2014, il n'y avait pas d'objectif clair de contribution. Ce dernier a consacré **le seuil des 2%** du PIB alloué à la défense. Malgré les engagements et les pressions répétées des Américains, qui affichaient ne pas souhaiter « **persuader, exiger ou imposer** » cette augmentation, les Européens profitaient encore, avant 2022, des dividendes de la paix. Après l'agression russe, l'accélération de la course à ce seuil de 2 % a été symptomatique d'une pression budgétaire exercée par les États-Unis dont le résultat est l'atteinte de ce seuil minimal **par tous les États membres** en 2025. Ce cap, anticipé depuis le **sommet de Washington** de 2024, puisque deux tiers des États y étaient déjà parvenus, de même que la **réunion informelle d'Antalya**, ont préparé le terrain pour un nouvel objectif : 5 % d'ici 2035. Cette cible se divise en 3,5 % pour les dépenses de défense et 1,5 % pour l'investissement en matière de défense et sécurité. Lu comme un succès, le bilan du sommet de La Haye masque cependant une absence de débat stratégique sur le sens de cet effort. Comme en 2014, ces chiffres sont critiqués. Ils seraient **arbitraires, peu représentatifs des capacités réelles**, et surtout **dictés par le NDPP** (NATO Defence Planning Process) qui est **le réel indicateur de la transformation de l'Alliance**. L'annonce relance la mécanique chiffrée mais sans réelle clarification doctrinale. Une première révision est prévue en 2029. Déjà, l'Allemagne

s'inquiète d'un manque d'urgence, tandis que l'Espagne demande une **dérogation**.

Enfin, **cette soumission à l'exécutif américain se traduit par une omission dans la déclaration**. En effet, contrairement aux déclarations post-2022, les valeurs défendues par le préambule du traité de Washington ne sont pas citées dans leur intégralité. La démocratie et les libertés individuelles sont mentionnés, tandis que **l'État de droit et l'ordre international fondé sur la primauté du droit sont absents**. De même, la formulation « assurer la dissuasion et la défense et s'acquitter de ses deux autres tâches fondamentales... » semble **hiérarchiser les fonctions de l'Alliance**, au détriment de la prévention et de la coopération. L'impression d'un OTAN en quête de compromis minimaux est palpable. Ce recul de l'engagement multilatéral politique des valeurs au profit d'une solidarité passive est le témoin de dissensions feutrées.

Ce sommet dresse un portrait en demi-teinte. **Peut-on parler d'un moment décisif ?** Depuis la fin de la guerre froide, les sommets se sont multipliés pour suivre les mutations géopolitiques. L'agression russe a donné un nouveau souffle à l'Alliance, qui s'est adaptée par des doctrines, des capacités et des objectifs ambitieux. Pendant trois ans, avec un exécutif américain fidèle à l'OTAN, les déclarations ont été décisives. Désormais, **la protection et la réassurance implicite des acquis, tout en limitant les possibilités de remise en cause**, signalent une volonté d'éviter les aspérités politiques pour maintenir l'illusion d'unité.

Le sommet de La Haye 2025 marque moins un virage qu'une cristallisation, celle d'une OTAN contrainte de gérer sa propre incertitude interne. Face au retour d'un leadership américain instable, les alliés ont préféré **consolider les acquis portés par la règle du consensus** plutôt que d'ouvrir de nouveaux fronts stratégiques. En renforçant les engagements budgétaires et industriels, tout en réduisant la portée normative des déclarations finales, l'Alliance fait **le choix d'une cohésion minimale au détriment de sa vocation politique fondatrice**.

Pour autant, ce recentrage sous contrainte pourrait constituer un pari perdant : sans réaffirmation forte des valeurs de droit et de solidarité collective, l'OTAN risque à terme de **se déliter non pas par fracture stratégique, mais par érosion progressive de son socle politique**. L'Europe doit dès maintenant **préparer l'après-La Haye**. À l'aide d'un pilier européen crédible, les États membres pourront assumer une posture plus affirmée en matière de défense et de diplomatie stratégique, sans attendre les bons augures des cycles électoraux américains. ■

*Côme Lécossais, assistant de recherche du domaine Europe, Espace transatlantique, Russie de l'IRSEM, est étudiant de master en Diplomatie globale et étude des conflits à l'Université Catholique de l'Ouest à Angers et l'Université Saint Paul à Ottawa.*